



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/17725/Add.43
10 novembre 1986

ORIGINAL : FRANCAIS

EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS DONT EST SAISI
LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT OU EN EST LEUR EXAMEN

Additif

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct suivant.

La liste complète des questions dont le Conseil de sécurité est saisi figure dans les documents S/17725 du 8 janvier 1986, S/17725/Add.5 du 18 février 1986, S/17725/Add.12 du 15 avril 1986, S/17725/Add.14 du 23 avril 1986, S/17725/Add.15 du 30 avril 1986, S/17725/Add.26 du 16 juillet 1986, S/17725/Add.30 du 11 août 1986 et S/17725/Add.42 du 31 octobre 1986.

Au cours de la semaine qui s'est terminée le 1er novembre 1986, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur les questions suivantes :

Lettre datée du 17 octobre 1986, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Nicaragua auprès de l'Organisation des Nations Unies (voir S/17725/Add.42)

Le Conseil de sécurité a poursuivi l'examen du point à ses 2717^e et 2718^e séances, les 27 et 28 octobre 1986.

Outre les représentants qui avaient déjà été invités à participer au débat, le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité, à leur demande, les représentants de l'Algérie, de l'Espagne, du Guatemala, du Honduras, de la République arabe syrienne, de la République islamique d'Iran et du Yémen démocratique à participer au débat sans droit de vote.

A la 2718^e séance, le Président a appelé l'attention sur le projet de résolution (S/18428) présenté par le Congo, les Emirats arabes unis, le Ghana, Madagascar et la Trinité-et-Tobago, dont le texte était le suivant :

Le Conseil de sécurité,

Ayant entendu la déclaration du Ministre des relations extérieures de la République du Nicaragua,

Rappelant ses résolutions 530 (1983) et 562 (1985),

Conscient qu'en vertu de la Charte des Nations Unies, la Cour internationale de Justice constitue l'organe judiciaire principal des Nations Unies et chaque Membre s'engage à se conformer à la décision de la Cour dans tout litige auquel il est partie, -

Considérant que le paragraphe 6 de l'Article 36 du Statut de la Cour stipule qu'"En cas de contestation sur le point de savoir si la Cour est compétente, la Cour décide",

Prenant acte de l'arrêt que la Cour internationale de Justice a rendu le 27 juin 1986 dans l'affaire des "Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci",

Ayant examiné les événements qui se sont produits au Nicaragua et contre celui-ci depuis qu'a été rendu ledit arrêt, en particulier le financement continu par les Etats-Unis d'activités militaires et autres au Nicaragua et contre ce pays,

Soulignant l'obligation qu'ont les Etats, en vertu du droit international coutumier, de ne pas intervenir dans les affaires intérieures d'autres Etats,

1. Demande instamment que soit pleinement et immédiatement appliqué, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte, l'arrêt que la Cour internationale de Justice a rendu le 27 juin 1986 dans l'affaire des "Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci";

2. Prie le Secrétaire général de tenir le Conseil informé de l'application de la présente résolution.

Le Conseil de sécurité a mis aux voix le projet de résolution S/18428 qui a recueilli 11 voix pour, une voix contre (Etats-Unis d'Amérique) et trois abstentions (France, Thaïlande et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord). Le projet de résolution n'a pas été adopté, un membre permanent du Conseil de sécurité ayant émis un vote négatif.

La situation au Moyen-Orient (voir S/7913, S/7923, S/7976, S/8000, S/8048, S/8066, S/8215, S/8242, S/8269, S/8502, S/8525, S/8534, S/8564, S/8575, S/8584, S/8595, S/8747, S/8753, S/8807, S/8815, S/8828, S/8836, S/8885, S/8896, S/8960, S/9123, S/9135, S/9319, S/9382, S/9395, S/9406, S/9427 et Corr.1, S/9449, S/9452, S/9805, S/9812, S/9930, S/10327, S/10341, S/10554, S/10557, S/10703, S/10721, S/10729, S/10743, S/10770/Add.4, S/10855/Add.15, S/10855/Add.16, S/10855/Add.23, S/10855/Add.24, S/10855/Add.29, S/10855/Add.30, S/10855/Add.33, S/10855/Add.41, S/10855/Add.43, S/10855/Add.44, S/11185/Add.14, S/11185/Add.15, S/11185/Add.16, S/11185/Add.21, S/11185/Add.42/Rev.1 et S/11185/Add.47, S/11593/Add.15, S/11593/Add.21, S/11593/Add.29, S/11593/Add.42, S/11593/Add.49, S/11935/Add.21, S/11935/Add.42, S/11935/Add.48, S/12269/Add.12, S/12269/Add.13, S/12269/Add.21, S/12269/Add.42, S/12269/Add.48, S/12520/Add.10, S/12520/Add.11, S/12520/Add.17, S/12520/Add.21, S/12520/Add.37, S/12520/Add.39, S/12520/Add.42, S/12520/Add.47, S/12520/Add.48, S/13033/Add.2, S/13033/Add.16, S/13033/Add.19, S/13033/Add.21, S/13033/Add.23, S/13033/Add.34, S/13033/Add.47, S/13033/Add.50, S/13737/Add.15,

S/13737/Add.16, S/13737/Add.21, S/13737/Add.24, S/13737/Add.25, S/13737/Add.26, S/13737/Add.33, S/13737/Add.47, S/13737/Add.50, S/14326/Add.10, S/14326/Add.11, S/14326/Add.20, S/14326/Add.24, S/14326/Add.28, S/14326/Add.29, S/14326/Add.47, S/14326/Add.50, S/14840/Add.8, S/14840/Add.21, S/14840/Add.22, S/14840/Add.23, S/14840/Add.24, S/14840/Add.25, S/14840/Add.27, S/14840/Add.30, S/14840/Add.31, S/14840/Add.32, S/14840/Add.33, S/14840/Add.37, S/14840/Add.42, S/14840/Add.48, S/15560/Add.3, S/15560/Add.21, S/15560/Add.29, S/15560/Add.37, S/15560/Add.42, S/15560/Add.45, S/15560/Add.47, S/15560/Add.48, S/16270/Add.6, S/16270/Add.7, S/16270/Add.8, S/16270/Add.15, S/16270/Add.20, S/16270/Add.21, S/16270/Add.34, S/16270/Add.35, S/16270/Add.40, S/16270/Add.47, S/16880/Add.8, S/16880/Add.9, S/16880/Add.10, S/16880/Add.15, S/16880/Add.20, S/16880/Add.21, S/16880/Add.41, S/16880/Add.46, S/17725/Add.2, S/17725/Add.15, S/17725/Add.21, S/17725/Add.28, S/17725/Add.35, S/17725/Add.37 et S/17725/Add.38)

A sa 2719^e séance, le 31 octobre 1986, le Conseil de sécurité a repris l'examen du point. Il était saisi du rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) (S/18396 et Corr.1), daté du 13 octobre 1986, présenté en application de la résolution 587 (1986) du Conseil de sécurité du 23 septembre 1986.

Le Président a déclaré qu'à l'issue de consultations tenues entre les membres du Conseil de sécurité, il avait été autorisé à faire la déclaration suivante (S/18439) au nom du Conseil :

"Les membres du Conseil de sécurité ont pris note avec appréciation du rapport (S/18396 et Corr.1) présenté par le Secrétaire général en application de la résolution 587 (1986) du Conseil, qui lui demandait de prendre toutes mesures complémentaires pour mieux assurer la sécurité des hommes de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), ainsi que les dispositions nécessaires à un déploiement de la Force jusqu'à la frontière méridionale du Liban.

Ils constatent avec une très vive préoccupation que les objectifs essentiels de la résolution 425 (1978) du Conseil de sécurité n'ont pas encore été atteints.

Les membres du Conseil prennent note des consultations engagées par le Secrétaire général avec les parties intéressées et d'autres, en vue de l'accomplissement du mandat de la Force. Tout en regrettant que les consultations visant à la mise en oeuvre de la résolution 425 (1978) soient restées jusqu'ici sans résultat pratique, les membres du Conseil invitent le Secrétaire général à poursuivre activement ses contacts.

Ils prennent acte des nouvelles mesures de sécurité décidées depuis l'adoption de la résolution. Ils invitent le Secrétaire général à leur proposer toute autre mesure qu'il estimera nécessaire afin d'assurer une sécurité accrue lors des déplacements indispensables à l'accomplissement du mandat de la Force. Ils approuvent les propositions présentées par le Secrétaire général dans son rapport et son intention de demander à l'Assemblée générale d'inscrire au budget les crédits nécessaires. A cet égard, ils demandent à tous les pays d'assumer leurs responsabilités financières à l'égard de la FINUL et au Secrétaire général de poursuivre ses efforts en vue d'accélérer le remboursement des avances consenties par les pays contributeurs.

Ils notent avec intérêt que le Secrétaire général a donné pour instructions au commandant de la Force d'étudier en permanence toutes les possibilités de modifier la taille et le déploiement des contingents si cela doit permettre de renforcer leur sécurité sans porter atteinte à l'efficacité de la Force. Ils invitent le Secrétaire général à étudier ces possibilités en consultation avec les pays contributeurs et à prendre les mesures appropriées.

A ce sujet, ils ont noté avec satisfaction l'intention exprimée par les autorités libanaises de déployer une unité régulière de leur armée dans la zone de la FINUL pour qu'elle y opère en liaison étroite avec celle-ci, conformément aux dispositions de la résolution 425 (1978).

Les membres du Conseil de sécurité demandent à nouveau avec insistance à toutes les parties intéressées d'apporter un concours sans réserve à la Force dans l'application de son mandat et demandent également la fin, dans le Sud-Liban, de toute présence militaire qui n'est pas acceptée par les autorités libanaises. Ils prient le Secrétaire général de redoubler d'efforts en vue d'une application effective et complète de la résolution 425 (1978)."

